

CONSEIL MUNICIPAL N° 24
Séance du 02 avril 2024

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE
En application de l'article L 2122-22 et L 2122-23 du C.G.C.T.

D382	CESSION DE BOIS VENTE EN LIGNE DE BOIS A FAÇONNER 25.01.2024
-------------	---

Soucieux de favoriser le réemploi de matériel dont Flers n'a plus l'utilité le conseil municipal a, par délibération 2021-256 du 08/04/2021, approuvé le principe de la vente de biens inutilisés sur le site de courtage aux enchères en ligne « Webenchères ».

Suite à la fusion des plateformes « Webenchères » et « Agorastore », la mise en vente de matériel a désormais lieu sur la plateforme « Agorastore ».

Suite aux conditions météorologiques du mois de décembre 2023, deux arbres situés sur le site de Pont Ramond, et propriété de la commune ont chuté. Leur chute a entraîné une dégradation du talus qui leur servait d'assiette.

Dans un souci de transparence et d'égalité de traitement, il vous est proposé la vente aux enchères du bois et dont la valeur finale sera inférieure à 4 600 € :

Quantité	Désignation	Numéro d'inventaire	Année (n° de série)	N° Agorastore	Montant de la mise à prix en €
2	Arbres de type hêtre				450 €

Il sera demandé à l'adjudicataire de remettre en état le talus.

En cas d'absence d'enchère valide, la vente pourra être relancée avec une mise à prix inférieure de 30% à la mise à prix initiale puis de 50%.

Le Maire décide :

- | | |
|------------------------|---|
| 1 - D'APPROUVER | la vente des biens ci-dessus référencés ; |
| 2 - DE RELANCER | la vente, dans l'éventualité d'une absence d'enchère valide, avec une mise à prix inférieure de 30% à la mise à prix initiale puis de 50% ; |
| 3 - DE CONCLURE | la vente de chaque bien au prix de la meilleure enchère et à signer tous actes relatifs à cette affaire ; |
| 4 - DE DIRE | que les biens seront sortis du patrimoine de la ville de Flers conformément aux dispositions budgétaires et comptables. |

D383

MARCHE PUBLIC
AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 - LOT N°12 :
ELECTRICITE - (N°2022-078) - AVENANT N°3
25.01.2024

Le contrat relatif à AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 - Lot n°12 ELECTRICITE a été notifié à ENERSCIENCE le 7 novembre 2022 pour un montant de 140 534,45 € HT.

Des prestations supplémentaires sont nécessaires pour le contrôle d'accès par badges pour un montant de : 2 082,40 € HT.

Le montant du marché est donc porté donc à 142 616,85 € HT (soit +1,48%).

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le Maire décide de :

SIGNER

l'avenant n°3 au contrat n° 2022-078 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D384

MARCHE PUBLIC
REALISATION DE MOBILIER SUR MESURE ET ACHAT DE FAUTEUILS/CHAISES
POUR LA SALLE DU CONSEIL – 2^{ème} RELANCE
LOT N° 1 : TABLES / PLATEFORME - (N° 2023-033) - AVENANT N° 2
25.01.2024

Le contrat relatif à la réalisation de mobilier sur mesure et achat de fauteuils/chaises pour la salle du conseil - 2ème relance. - Lot n°1 : tables / plateforme a été notifié à QUADRAT le 6 juillet 2023 pour un montant de 54 420,93 € HT.

Une modification sur le devis (avenant 1) relatif à la fourniture et pose de plinthes pour masquer l'écart entre les panneaux de façade et le sol est intervenue pour un montant de 4 866,66 € HT soit une moins- value de 167,82 €HT. Une intervention supplémentaire est nécessaire pour effacer les rayures sur des plateaux pour un montant de 650 € HT.

Le montant initial du contrat était de **54 420,93 € HT** (porté à 59 455.41€ HT par l'avenant 1). Ce montant est porté à **59 937,59 € HT** par le présent avenant, ce qui représente une modification de **482.18 € HT** (soit une différence de 0,88% pour l'avenant 2 et de 10,13% tous avenants compris par rapport au montant initial du contrat).

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-5 du Code de la Commande Publique.

La commission des MAPA, désignée par délibération n°2020-12 du 11 juillet 2020, s'est réunie le 10 janvier 2024 et a émis un avis favorable sur le projet d'avenant.

Le Maire décide de :

SIGNER

l'avenant n°2 au contrat n° 2023-033 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D385	MARCHE PUBLIC RENOVATION DU CHARCOT DES SPORTS – LOT N° 1 : DESAMIANTEGE (N°2023-022) - AVENANT N°1 25.01.2024
-------------	---

Le contrat relatif à Rénovation du Charcot des Sports - Lot n°1 : Désamiantage a été notifié à DESAMIANTEK le 23 juin 2023 pour un montant de 45 995,00 € HT.

Il s'avère nécessaire d'effectuer des travaux moins-value pour un montant de 710 € HT et en plus-value pour un montant de 4 426 € HT.

Suite à ces modifications, le montant du contrat est porté à 49 711,00 € HT, ce qui représente une modification de 3 716,00 € HT (soit une différence de 8,08% par rapport au montant initial du contrat).

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

La commission des MAPA, désignée par délibération n°2020-12 du 11 juillet 2020, s'est réunie le 10 janvier 2024 et a émis un avis favorable sur le projet d'avenant.

Le Maire décide de :

SIGNER l'avenant n°1 au contrat n° 2023-022 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D386	MARCHE PUBLIC RÉNOVATION DU CHARCOT DES SPORTS LOT N° 4 : MENUISERIES EXTÉRIEURES (2023-025) - AVENANT N° 1 25.01.2024
-------------	---

Le contrat relatif à Rénovation du Charcot des Sports - Lot n°4: Menuiseries extérieures a été notifié à la SARL ISO RENOVATION le 23 juin 2023 pour un montant de 33 646,97 € HT.

Par la décision n°380 du 11 janvier 2024, il a été décidé de signer un avenant en moins value supprimant l'installation de 3 fenêtres et de grilles du devis. Suite à une erreur matérielle, le montant mentionné dans cet avenant est inexact. Il convient donc de retirer cette décision en application de l'article L242-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

La suppression de l'installation de 3 fenêtres coulissantes ainsi que des grilles a pour conséquence une moins value de 7 275,30€HT, portant le montant du contrat à 26 371.67 € HT (soit une différence de -21,62% par rapport au montant initial du contrat).

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le Maire :

1 - DECIDE de retirer la décision n°380 du 11 janvier 2024 sur le fondement de l'article L242-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;

2 - DECIDE de signer l'avenant n°1 au contrat n° 2023-025 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D387	MARCHE PUBLIC AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 – LOT N°4: MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - METALLERIE (N°2022-070) - AVENANT N°3 25.01.2024
-------------	--

Le contrat relatif à AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 - Lot n°4 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - METALLERIE a été notifié à STE D'EXPLOITATION DES ETS JEAN QUENECHDU le 7 novembre 2022 pour un montant de 142 531,38 € HT.

Il s'avère nécessaire d'effectuer des travaux moins-value sur les stores extérieurs pour un montant de 13 26,00 € HT.

Le montant du contrat est porté à 129 105,38 € HT, ce qui représente une modification de -13 426,00 € HT (soit une différence de -9,42% par rapport au montant initial du contrat).

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le Maire décide de :

SIGNER

l'avenant n°3 au contrat n° 2022-070 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D388	MARCHE PUBLIC AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 - LOT N°5 : PLATRERIE SECHE (N°2022-071) - AVENANT N°3 25.01.2024
-------------	--

Le contrat relatif à AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 - Lot n°5 : PLATRERIE SECHE a été notifié à SOCIETE JEAN HUBERT le 7 novembre 2022 pour un montant de 85 133,75 € HT.

Il s'avère nécessaire d'effectuer des travaux moins-value pour la suppression du plafond placostil dans les locaux sanitaires pour un montant de 1 026,01 € HT et en plus-value pour un montant de 675,00 € HT.

Suite à ces modifications, le montant est porté à 84 782,74 € HT, ce qui représente une modification de -351,01 € HT (soit une différence de -0,41% par rapport au montant initial du contrat).

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le Maire décide de :

SIGNER

l'avenant n°3 au contrat n° 2022-071 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D389	MARCHE PUBLIC AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 – LOT N°6 : MENUISERIES EXTERIEURES (N°2022-072) - AVENANT N°3 25.01.2024
-------------	--

Le contrat relatif à AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 - Lot n°6 : MENUISERIES EXTERIEURES a été notifié à GERAULT MENUISERIE le 7 novembre 2022 pour un montant de 36 880,28 € HT.

Des travaux supplémentaires sont nécessaires en vue de la fourniture et la pose de meubles de cuisines et la suppression du placard alarme pour un montant de 1 924,30 euros HT.

Le montant du contrat est porté à **38 804,58 € HT**, ce qui représente une modification de **1 924,30 € HT** (soit une différence de 5,22% par rapport au montant initial du contrat).

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

La commission des MAPA, désignée par délibération n°2020-12 du 11 juillet 2020, s'est réunie le 10 janvier 2024 et a émis un avis favorable sur le projet d'avenant.

Le Maire décide de :

SIGNER l'avenant n°3 au contrat n° 2022-072 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D390	MARCHE PUBLIC AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 – LOT N° 7 : PLAFONDS SUSPENDUS (N°2022-073) - AVENANT N°3 25.01.2024
-------------	--

Le contrat relatif à AMENAGEMENT D'UN VILLAGE ASSOCIATIF - TRANCHE 1 - Lot n° 7 : PLAFONDS SUSPENDUS a été notifié à GERAULT MENUISERIE le 7 novembre 2022 pour un montant de 28 270,00 € HT.

Des travaux supplémentaires sont nécessaires :

Fourniture et pose d'un plafond suspendu démontable pour un montant de 1 665,00 € HT.

Le montant du marché est porté à 29 935,00 € HT, ce qui représente une modification de 1 665,00 € HT (soit une différence de 5,89% par rapport au montant initial du contrat).

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

La commission des MAPA, désignée par délibération n°2020-12 du 11 juillet 2020, s'est réunie le 10 janvier 2024 et a émis un avis favorable sur le projet d'avenant.

Le Maire décide de :

SIGNER l'avenant n°3 au contrat n° 2022-073 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D391

**PERSONNEL COMMUNAL
ACCIDENT DU TRAVAIL
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE SOINS RÉGLÉS PAR L'AGENT
25.01.2024**

Un agent du service voirie de la Ville de FLERS a subi une intervention chirurgicale dans le cadre d'une procédure d'accident de service.

Au titre de L822-24 du code général de la fonction publique, la collectivité doit en supporter la charge.

Ainsi, « *Le fonctionnaire qui bénéficie d'une reconnaissance d'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie a droit au remboursement des honoraires médicaux et des frais directement entraînés par sa maladie ou son accident* ».

Ainsi :

La collectivité propose donc de rembourser à l'agent les dépenses engagées dans le cadre de son accident et qui ne sont pas prises en charge par l'assurance statutaire de la collectivité.

La prestation est fixée dans les conditions décrites ci-dessous :

Prestataires	Clinique Georges BIZET 12 rue Georges Bizet 75016 PARIS
Prestation	Frais d'hospitalisation pour intervention chirurgicale et surveillance post-opératoire Suite du ACCIDENT DE SERVICE du 26.03.2018
Montant TTC	230 € TTC
Date	12 et 13 décembre 2023

Le Maire décide de :

PAYER à l'agent la dépense correspondante aux frais d'hospitalisation établis selon la facture acquittée ci-jointe.

D392	INVESTISSEMENTS 2024		
	DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES		
	TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R) - MJC DE FLERS		
	TRAVAUX DE COUVERTURE, ISOLATION ET PRODUCTION DE CHALEUR		
	29.01.2024		

La Ville de Flers souhaite mettre en valeur la MJC maison des jeunes et de la culture de Flers, pour se faire la collectivité lancera des travaux de réfection de toiture, d'isolation et de production de chaleur.

Les travaux comprendront le remplacement de la couverture en plaques ondulées fibrociment amiantées par une couverture en zinc aspect finition joint debout, le remplacement de l'ancienne laine de verre 100mm polluée par l'amiante par une laine de verre soufflée, épaisseur 300mm et d'une résistance thermique de 7, et le remplacement de la chaudière au fioul par une pompe à chaleur.

Ainsi, ce projet inscrit au budget 2024 peut bénéficier de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) selon le plan de financement suivant :

Mise en valeur du patrimoine ouvert au public			
		Montant HT	Montant TTC
MJC de Flers - travaux de couverture, isolation et production de chaleur		127 500,00 €	153 000,00 €
Plan de financement			
Etat - DETR	45%	57 375,00 €	57 375,00 €
Autofinancement	55%	70 125,00 €	95 625,00 €
TOTAL		127 500,00 €	153 000,00 €

Le Maire décide :

- 1 - DE SOLLICITER** la DETR au taux maximal, auprès de l'Etat, pour les travaux cités ci-dessus ;
- 2 - D'APPROUVER** le plan de financement présenté ci- dessus ;
- 3 - DE PRECISER** que les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet sont prévus au BP 2024.

D393

INVESTISSEMENTS 2024
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES
TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R)
RECONSTRUCTION ET EXTENSION DE LA MAIRIE DE FLERS - TRANCHE 2
29.01.2024

Suite à l'incendie de la Mairie de Flers survenu le 09 novembre 2019, la Ville de Flers a engagé une étude pré-opérationnelle interne afin de regarder l'ensemble des scénarios possibles de reconstruction.

L'étude met en exergue un certain nombre de difficultés dans le fonctionnement des services, notamment sur la question d'éloignement des services (différents sites).

Il est donc prévu de regrouper les services accessibles au public ainsi que les services back office sur le site Mairie. Ce projet nécessite un agrandissement des locaux (extension et / ou surélévation du bâtiment), demandant des études approfondies en programmation (AMO) et maîtrise d'œuvre.

Afin d'approfondir et de concrétiser le scénario de reconstruction et extension de la Mairie de Flers, le recrutement d'un Assistant à Maitrise d'Ouvrage a été opéré. Les études menées par l'AMO missionné ont permis de lancer un concours de maîtrise d'œuvre afin de présélectionner 5 équipes composées d'architectes et de bureaux d'études techniques (fluides, thermique, électricité CFO / CFA, structure). A l'issue de ce concours de maîtrise d'œuvre, l'équipe de maîtrise d'œuvre devrait être retenue par le conseil municipal en février 2024.

La Tranche 2 portera sur la maîtrise d'œuvre de la phase chantier, ainsi que les travaux préparatoires : démolition, terrassement, fondations spécifiques, gros œuvre.

Ainsi, ce projet inscrit au budget 2024 peut bénéficier de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) selon le plan de financement suivant :

4-3-1 Acquisition, construction, modernisation ou réhabilitation de bâtiments publics			
		Montant HT	Montant TTC
Reconstruction et extension de la Mairie de Flers - Tranche 2		3 222 305,20 €	3 866 766,24 €
Plan de financement			
Etat - DETR	30%	966 691,56 €	966 691,56 €
Autofinancement	70%	2 255 613,64 €	2 900 074,68 €
TOTAL		3 222 305,20 €	3 866 766,24 €

Le Maire décide :

- 1 - DE SOLLICITER** la DETR au taux maximal, auprès de l'Etat, pour les travaux cités ci-dessus ;
- 2 - D'APPROUVER** le plan de financement présenté ci- dessus ;
- 3 - DE PRECISER** que les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet sont prévus au BP 2024.

D394	POLE ASSOCIATIF UNIVERSITE INTER-AGES CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 05.02.2024
-------------	--

L'Université Inter-âges ayant pour obligation de quitter ses locaux actuels au Château Duhazé suite à un dégât des eaux a sollicité la Ville de FLERS pour obtenir un nouveau local afin d'y organiser tous les vendredis sa section Tarot.

Une mise à disposition de locaux a été proposée aux conditions suivantes :

Situation	FOYER GEORGETTE MONGE
Adresse	9 Rue Jules Gévelot – 61100 FLERS
Consistance	<ul style="list-style-type: none"> • 1 pièce de 41 m2 au RDC accessible au public pour organiser sa section Tarot tous les vendredis.
Date d'effet	A compter de la date de signature de la convention de mise à disposition
Durée	Jusqu'au 1 ^{er} Mars 2024
Loyer	A titre gratuit
Charges	Abonnements et consommations d'eau ainsi que l'électricité et le chauffage sont à la charge de La VILLE de FLERS

Le Maire décide de :

SIGNER la convention d'occupation avec l'Université Inter-âges annexée à la présente décision et ci-dessus exposée.

D395	POLE ASSOCIATIF UNIVERSITE INTER-AGES CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX 05.02.2024
-------------	--

L'Université Inter-âges souhaite occuper une salle à compter du 1^{er} Mars 2024 afin d'y organiser tous les mardis sa section Tarot.

Une mise à disposition de locaux a été proposée aux conditions suivantes :

Situation	FOYER GEORGETTE MONGE
Adresse	9 Rue Jules Gévelot – 61100 FLERS
Consistance	<ul style="list-style-type: none"> • 1 pièce de 35 m2 (ancienne bibliothèque) au RDC accessible au public pour organiser sa section Tarot tous les mardis.
Date d'effet	A compter du 1 ^{er} Mars 2024
Durée	Jusqu'au 31 Décembre 2024
Loyer	A titre gratuit
Charges	Abonnements et consommations d'eau ainsi que l'électricité et le chauffage sont à la charge de La VILLE de FLERS

Le Maire décide de :

SIGNER

la convention d'occupation avec l'Université Inter-âges annexée à la présente décision et ci-dessus exposée.

D396

CARNAVAL 2024
DEAMBULATION DE LA FANFARE N'DING
15.02.2024

La Ville de Flers organise son carnaval dans les rues de du centre-ville, dimanche 10 mars 2024.

Deux fanfares animeront le cortège dont celle de N'Ding avec ses 5 musiciens.

Il convient de rémunérer cette prestation aux conditions décrites ci-dessous :

Prestataire	ART'SYNDICATE SARL SCOP 8 rue Germaine Tillion - 14000 Caen
Prestation	Animation musicale du carnaval de Flers
Montant TTC	1 542 €
Date	10 mars 2024
Conditions	/

Le Maire décide :

D'AUTORISER la signature des contrats ci-dessus exposés et joints en annexe.

D397

MARCHE RELATIF A LA LOCATION D'UNE CHARGEUSE A BRAS TELESCOPIQUE
LANCEMENT DE LA PROCEDURE
15.02.2024

Pour la location de matériel de travaux publics, la Ville de Flers, en tant que coordonnateur du groupement de commandes avec Flers Agglo, a lancé procédure d'appel d'offres ouverts en vue de l'attribution d'un marché public, sur le fondement de la délibération 2023-451 du 3 avril 2023.

Suite à l'infructuosité de cette consultation, une nouvelle procédure a été lancée sans publicité ni mis en concurrence sur la base de l'article R2122-2 du Code de la Commande publique. Le marché public a été attribué par décision D355 du 15 septembre 2023 pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant maximum annuel de 80 000€ HT pour la Ville de Flers et de 50 000€ HT pour Flers Agglo.

Il apparait désormais nécessaire de louer une chargeuse à bras télescopique non prévue dans le marché mentionné ci-dessus. Il convient donc de lancer une procédure en vue de l'attribution d'un marché public, qui prendra effet à sa date de notification et prendra fin le 28 septembre 2024. Il sera reconductible 3 fois pour une durée d'un an. Le montant de ce marché est estimé à 62 000€ HT sur la durée totale de la location.

L'article R2123-1 2° du Code de la Commande Publique permet à l'acheteur à lancer une procédure adaptée pour les lots dont la valeur estimée est inférieure à 80 000€ HT et à 20% du montant cumulé des autres lots. Les prestations de location d'une chargeuse à bras télescopique décrites ci-dessus remplissant ces conditions, il convient de lancer une procédure adaptée en vue de l'attribution de ce marché public.

Le Maire décide de :

LANCER une procédure adaptée sur le fondement de l'article R2123-1 2° du Code de la Commande Publique en vue de la location d'une chargeuse à bras télescopique dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D398

**CESSION DE MOBILIER INUTILISE
SALLE DU CONSEIL
VENTE EN LIGNE DE MATERIEL
19.02.2024**

Soucieux de favoriser le réemploi de matériel dont Flers n'a plus l'utilité le conseil municipal a, par délibération 2021-256 du 08/04/2021, approuvé le principe de la vente de biens inutilisés sur le site de courtage aux enchères en ligne « Webenchères ».

Suite à la fusion des plateformes « Webenchères » et « Agorastore », la mise en vente de matériel a désormais lieu sur la plateforme « Agorastore ».

Il vous est proposé la vente aux enchères des matériels figurant ci-dessous et dont la valeur finale sera inférieure à 4 600 € :

Quantité	Désignation	Numéro d'inventaire	Année (n° de série)	N° Agorastore	Montant de la mise à prix en €
30	Chaise gondole avec assise amovible	En attente	Style Empire		Le lot de 2 40€
22	Chaise capitonnée	En attente	Style Louis XV		Le lot de 2 80€
2	Chaise capitonnée abîmée	En attente	Style Louis XV		Le lot 40€
11	Table 190 x 70 cm	En attente			20€ pièce
2	Table 160 x 110 cm	En attente			15€ pièce
2	Table 190 x 110 cm	En attente			22€ pièce
2	Table 130 x 70 cm	En attente			12€ pièce
1	Table 210 x 110 cm	En attente			25€
1	Table 110 x 90 cm	En attente			20€
1	Table en pin 193 x 87 cm	En attente			15€
1	Table en médium 170 x 87 cm	En attente			15€

En cas d'absence d'enchère valide, la vente pourra être relancée avec une mise à prix inférieure de 30% à la mise à prix initiale puis de 50%.

Le Maire décide :

1 - D'APPROUVER

la vente des biens ci-dessus référencés,

2 - DE RELANCER

la vente, dans l'éventualité d'une absence d'enchère valide, avec une mise à prix inférieure de 30% à la mise à prix initiale puis de 50%,

3 - DE CONCLURE

la vente de chaque bien au prix de la meilleure enchère et à signer tous actes relatifs à cette affaire,

4 - DE DIRE

que les biens seront sortis du patrimoine de la ville de Flers conformément aux dispositions budgétaires et comptables.

D399	MARCHE PUBLIC ENTRETIEN DES COUVERTURES DE BATIMENTS (N° 2023-007) - AVENANT N° 1 19.02.2024
-------------	---

Le contrat relatif à ENTRETIEN DES COUVERTURES DE BATIMENTS a été notifié à SOCIETE JOEL DROULLON le 17 mars 2023 avec effet le 1^{er} avril 2023 pour une durée d'un an reconductible trois fois et pour un montant maximum de 35 000,00 € HT par période.

Le bordereau des prix unitaires du marché n'étant pas complet, il convient de préciser à l'article 5.1 du CCAP que : "Les matériaux et prestations listés au bordereau de prix unitaires sont réglés par application des prix mentionnés au bordereau des prix unitaires aux quantités réellement achetées.

Les autres prestations ou matériaux sont réglés par application des tarifs publics appliqués par le titulaire le jour de l'achat aux quantités réellement achetées, sans qu'un justificatif des prix ne soit nécessaire pour chaque achat

Il convient également d'ajouter au bordereau des prix unitaires le forfait de déplacement de 35€ HT par déplacement.

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le Maire décide de :

SIGNER l'avenant n°1 au contrat n° 2023-007 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D400	MARCHE PUBLIC RELAMPING REMPLACEMENT DES ECLAIRAGES PUBLICS (N° 2023-046) - AVENANT 1 19.02.2024
-------------	---

Le contrat relatif à RELAMPING - REMPLACEMENT DES ECLAIRAGES PUBLICS a été notifié à GTCA le 5 octobre 2023 pour une durée de 3 ans et un montant maximum de 2 500 000,00 € HT.

Le BPU étant incomplet, il convient d'y ajouter des prix, sans incidence sur le montant maximum du marché.

Il convient donc de conclure un avenant sur le fondement des articles sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le Maire décide de :

SIGNER l'avenant n°1 au contrat n° 2023-046 dans les conditions mentionnées ci-dessus.

D401**CONTRAT DE MAINTENANCE
LOGITUD GVS
19.02.2024**

La collectivité de FLERS a acquis des modules de gestion du stationnement payant auprès de la société LOGITUD. Il convient d'en acquérir la maintenance afin de pouvoir bénéficier des dernières mises à jours et d'une maintenance matériel aux conditions suivantes :

Contractant	LOGITUD solutions ZAC du Parc des Collines – 53 rue Victor Schœlcher 68 200 MULHOUSE
Date d'effet	01/01/2024
Durée du contrat	Jusqu'au 31/12/2024 Reconduction tacite sur 3 ans.
Montant annuel H.T.	2766.96 € HT
Révision de Prix	Révisé annuellement tel que stipulé dans l'article Révisions de prix

Le Maire décide de :

SIGNER

le contrat de maintenance avec la société LOGITUD aux conditions ci-dessus résumées.

D402**CONTRAT DE MAINTENANCE
LOGITUD RAPO
19.02.2024**

La collectivité de la Ville de Flers a acquis un module de Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) auprès de la société LOGITUD afin de faciliter le travail de la Police Municipale. Il convient d'en acquérir la maintenance afin de pouvoir bénéficier des dernières mises à jours et d'une maintenance matériel aux conditions suivantes :

Contractant	LOGITUD solutions ZAC du Parc des Collines – 53 rue Victor Schœlcher 68 200 MULHOUSE
Date d'effet	01/01/2024
Durée du contrat	Jusqu'au 31/12/2024 Reconduction tacite sur 3 ans.
Montant annuel H.T.	555.24 € HT
Révision de Prix	Révisé annuellement tel que stipulé dans l'article Révisions de prix

Le Maire décide de :

SIGNER

le contrat de maintenance avec la société LOGITUD aux conditions ci-dessus résumées.

D403	APPLICATION THELMA CONTRAT DE LOCATION SOFTWARE AS A SERVICE RENOUVELLEMENT 28.02.2024
-------------	---

La Ville de Flers a décidé dans le courant de l'année 2020 de déployer une application citoyenne pour permettre aux usagers de signaler, via un support dématérialiser, les dysfonctionnements ou anomalies constatés sur le territoire communal pour ce qui concerne en particulier l'espace public.

Dans cette optique, la Ville a conclu le 20 octobre 2020, pour une durée de trois ans, un contrat de location de type contrat de location Software as a Service (SaaS) avec la société SPALLIAN SAS. Ce contrat dont le contenu est décliné ci-dessous doit être renouvelé pour permettre de poursuivre l'exploitation de cet usage numérique.

Parties	Prestataire	La Société Spallian
	Client	La Ville de Flers
Objet		Contrat de location Software as a Service (SaaS)
Prestations		<p>Le Prestataire consent à la Collectivité :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un droit d'utilisation de la Solution Thelma ▪ Un droit d'accès aux serveurs du Prestataire ▪ Un ensemble de services notamment d'hébergement des données, de maintenance des Services applicatifs, d'assistance technique. ▪ De mettre à disposition du Client les Solutions accessibles sur son serveur par le biais du réseau Internet aussi longtemps que dure l'abonnement ▪ D'assurer l'hébergement des Données, la maintenance et la sécurité des Solutions ▪ De sauvegarder des données incrémentales chaque jour, complètes de la base tous les quinze jours, dans deux data centers sur des sites différents et durant toute la durée du contrat ou en fonction des recommandations de la CNIL et des obligation issues du RGPD <p>Le prestataire prend en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les opérations de maintenance corrective et s'engage à mettre en place une organisation afin de pallier les éventuels dysfonctionnements durant les horaires de fermeture du site. - La maintenance évolutive (mises à jour et évolutions fonctionnelles) et s'engage à transmettre les documentations mises à jour des nouvelles versions des Solutions. Les corrections et évolutions des Services applicatifs sont expressément soumises au Contrat.
Gestion et exploitation des données		<p>Le Client autorise le Prestataire, pour la durée et les seuls besoins du Contrat, à procéder aux traitements de Données Personnelles requis par les Prestations. Le Prestataire s'engage à respecter la réglementation applicable, en particulier loi Informatique et libertés (Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, art.35) et Le Règlement Général sur la Protection des Données n° 2016/679 du 27 avril 2016, applicable le 25 mai 2018 et les termes du Contrat.</p> <p>Le Client est seul responsable de la qualité, de la licéité, de la pertinence des Données et contenus qu'il transmet aux fins d'utilisation des Services applicatifs. Il garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle lui permettant d'utiliser les Données et contenus. En conséquence le Prestataire dégage toute responsabilité en cas de non-conformité des Données et/ou des contenus aux lois et règlements, à l'ordre public ou encore aux besoins du Client.</p> <p>Chacune des Parties s'engage à mettre en œuvre les moyens techniques appropriés pour assurer la sécurité des données.</p>
Propriété		<p>Le client est et demeure propriétaire de l'ensemble des Données qu'elle utilise par l'intermédiaire des Services applicatifs dans le cadre du contrat.</p> <p>Le Prestataire est et demeure titulaire des droits de propriété relatifs à tout élément des Services applicatifs et des Solutions mis à disposition de la Collectivité, ainsi plus généralement que de l'infrastructure informatique (logicielle et matérielle) mise en œuvre ou développée dans le cadre du contrat.</p>

Responsabilité	<p>En cas de faute prouvée par le Client, le Prestataire ne sera tenu que de la réparation des conséquences pécuniaires des dommages directs et prévisibles du fait de l'exécution des Services. En conséquence, le Prestataire ne pourra en aucune circonstance encourir de responsabilité au titre des pertes ou dommages indirects ou imprévisibles du Client ou des tiers,</p> <p>Le Prestataire n'est pas responsable de la maintenance dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Refus du Client de collaborer avec le Prestataire dans la résolution des anomalies et notamment de répondre aux questions et demandes de renseignement ; ▪ Utilisation des Services applicatifs de manière non conforme à leur destination ou à leur documentation ; ▪ Modification non autorisée des Solutions par le Client ou par un tiers ; ▪ Manquement du Client à ses obligations au titre du Contrat ; ▪ Implantation de tous progiciels, logiciels ou système d'exploitation non compatibles avec les Services applicatifs ; ▪ Utilisation de consommables incompatibles ; ▪ Défaillance des réseaux de communication électronique ; ▪ Acte volontaire de dégradation, malveillance, sabotage ; ▪ Détérioration due à un cas de force majeure ou à une mauvaise utilisation des Services applicatifs. <p>Le Prestataire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de tout dommage en cas de préjudice causé par une interruption ou une baisse de service de l'opérateur de télécommunications, du fournisseur d'électricité ou en cas de force majeure.</p>
Résiliation	En cas de manquement par l'une des Parties à ses engagements contractuels, le Contrat pourra être résilié de plein droit par l'autre Partie 5 jours après l'envoi d'une lettre de mise en demeure adressée en recommandé avec avis de réception restée sans effet. La mise en demeure indiquera la ou les défaillances constatées.
Conditions financières	9 000€ HT par an (10 800€ TTC) soit 27 000€ HT (32 400€ TTC) pour l'ensemble de la durée du contrat. Ces tarifs ne comprennent pas les formations des agents sollicitées par le client au prestataire
Durée	3 ans soit 36 mois à compter du 20 octobre 2023 (20 octobre 2026)

Selon l'article L.2 du code de la commande publique, « *sont des contrats de la commande publique les contrats conclus à titre onéreux par un acheteur (...), pour répondre à ses besoins en matière (...) de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques. Les contrats de la commande publique sont des marchés publics* ».

En l'espèce, la convention envisagée est une convention conclue par la ville de Flers à titre onéreux, en vue de la réalisation d'une prestation de service. La convention est donc à qualifier de marché public.

Le Maire décide de :

RENOUVELER et signer le contrat de prestation avec la société SPALLIAN tel que décliné ci-dessus.

D404

**MARCHE PUBLIC N° 2022-045 RELATIF AUX FORMATIONS AMIANTE
(LOT 5) - AVENANT N° 1
28.02.2024**

Le marché public n° 2022-045 relatif aux formations amiante (lot 5) a été attribué à l'entreprise ANOFAB pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant maximum de 12 000 € HT par période.

Il convient d'ajouter deux prix au bordereau des prix unitaires :

- formation d'initiation en groupe sur le site du formateur pour les encadrants techniques (session de 4 personnes minimum et 10 personnes maximum) ;

- formation de recyclage en groupe sur le site du formateur pour les encadrants techniques (session de 4 personnes minimum et 10 personnes maximum) ;

- formation d'initiation en groupe dans la collectivité pour les encadrants techniques (session de 4 personnes minimum et 10 personnes maximum) ;

- formation de recyclage en groupe dans la collectivité pour les encadrants techniques (session de 4 personnes minimum et 10 personnes maximum) ;

- formation d'initiation pour un agent sur le site du formateur. ;

- formation de recyclage pour un agent sur le site du formateur.

Le prix de ces formations figure dans le BPU joint à l'avenant.

Ces ajouts n'ont pas d'incidence sur le montant maximum annuel du marché.

Par conséquent, il est nécessaire de conclure un avenant au marché sur le fondement des articles L2194-1 et R2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le Maire décide de :

SIGNER

l'avenant n° 1 au marché n° 2022-045 avec la société ANOFAB.

D405	VILLE DE FLERS PROGRAMMATION 2024 EXPOSITION THOMAS VOILLAUME - PARC DU CHATEAU DE FLERS 28.02.2024
-------------	--

Dans le cadre du projet de redynamisation du Parc de Flers, il est proposé d'organiser des expositions d'art contemporain.

En 2024, l'artiste Thomas Voillaume est invité à exposer deux œuvres. L'installation aura lieu en avril et les œuvres seront exposées jusqu'au 30 novembre 2025.

Dès signature de ce contrat, 50% de la facture sera payée à l'artiste. Le reste sera payé une fois les œuvres installées. Un devis pour l'enlèvement des œuvres a été réalisé avec un montant de 5 400 euros, qui sera à payer en novembre 2025.

Il convient de rémunérer cette prestation aux conditions décrites ci-dessous :

Prestataire	Thomas VOILLAUME Le Pigeonnier 05200 Embrun
Prestation	Exposition dans le parc de Flers
Dates	Du 22 avril 2024 au 30 novembre 2025
Montant TTC	22 600 euros Payable ainsi : 50% à la signature du contrat (11 300 euros) 50% à la réception des œuvres (11 300 euros) En 2025 : Démontage et retour d'œuvres = 5 400€
A la charge de la collectivité	<ul style="list-style-type: none"> Hébergement du 2 avril au 21 avril

Le Maire décide de :

SIGNER le contrat ci-dessus exposé et joint en annexe.

D406	ABANDONS VOLONTAIRES D'ANIMAUX DOMESTIQUES CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE DEMANDE DE DOMMAGES ET INTERETS 06.03.2024
-------------	--

Plusieurs abandons volontaires d'animaux domestiques ont eu lieu sur le territoire de la ville de Flers. Les faits se sont déroulés les 2 et 3 août 2022 ainsi que les 15 et 18 avril 2023. Ces abandons ont nécessité des frais dans la prise en charge de ces animaux par la Ville de Flers à hauteur de 4.669,96 €.

Une plainte contre X pour abandon volontaire d'animaux domestiques a été déposée le 21 avril 2023 au Commissariat de Police de Flers.

Les auteurs présumés des faits ont été identifiés.

Un avis à victime d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité vient d'être adressé à la ville de Flers (procédure n° 2023/01084). L'affaire sera évoquée à l'audience du Tribunal Judiciaire d'Argentan le 11 mars 2024.

Le Maire décide de :

1 - SE CONSTITUER PARTIE CIVILE dans cette procédure.

2 - DEMANDER la somme de 4.669,96 € à titre de dommages et intérêts.

D407**CARNAVAL 2024
DEAMBULATION DE LA BATUFADA LA LUCIOLE – CONTRAT
06.03.2024**

La Ville de Flers organise son carnaval dans les rues de du centre-ville, dimanche 10 mars 2024.

Deux fanfares animeront le cortège dont celle de la Batufada La Luciole avec ses 30 musiciens.

Il convient de rémunérer cette prestation aux conditions décrites ci-dessous :

Prestataire	Association Eureka – La Luciole 171 rue de Bretagne 61000 ALENCON
Prestation	Animation musicale du carnaval de Flers
Montant TTC	1.266 €
Date	10 mars 2024
Conditions	/

Le Maire décide de :

SIGNER le contrat ci-dessus exposé et joint en annexe.

D408	INVESTISSEMENTS 2024
	DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R.)
	RECONSTRUCTION ET EXTENSION DE LA MAIRIE DE FLERS
	TRANCHE 2
	06.03.2024

Suite à l'incendie de la Mairie de Flers survenu le 09 novembre 2019, la Ville de Flers a engagé une étude pré-opérationnelle interne afin de regarder l'ensemble des scénarios possibles de reconstruction.

L'étude met en exergue un certain nombre de difficultés dans le fonctionnement des services, notamment sur la question d'éloignement des services (différents sites).

Il est donc prévu de regrouper les services accessibles au public ainsi que les services back office sur le site Mairie. Ce projet nécessite un agrandissement des locaux (extension et / ou surélévation du bâtiment), demandant des études approfondies en programmation (AMO) et maîtrise d'œuvre.

Afin d'approfondir et de concrétiser le scénario de reconstruction et extension de la Mairie de Flers, le recrutement d'un Assistant à Maitrise d'Ouvrage a été opéré. Les études menées par l'AMO missionné ont permis de lancer un concours de maîtrise d'œuvre afin de présélectionner 5 équipes composées d'architectes et de bureaux d'études techniques (fluides, thermique, électricité CFO / CFA, structure). A l'issue de ce concours de maîtrise d'œuvre, l'équipe de maîtrise d'œuvre devrait être retenue par le conseil municipal en février 2024.

Le coût total estimatif de cette opération s'élève à 10 337 355.20 €HT

1^{ère} tranche : 915 050.00 €
2^{de} tranche : 3 222 305.20 €
3^{ème} tranche : 4 900 000.00 €
4^{ème} tranche : 1 300 000.00 €

La Tranche 2 portera sur la maîtrise d'œuvre de la phase chantier, ainsi que les travaux préparatoires : démolition, terrassement, fondations spécifiques, gros œuvre.

Ainsi, ce projet inscrit au budget 2024 peut bénéficier de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) selon le plan de financement suivant :

4-3-1 Acquisition, construction, modernisation ou réhabilitation de bâtiments publics			
		Montant HT	Montant TTC
Reconstruction et extension de la Mairie de Flers - Tranche 2		3 222 305,20 €	3 866 766,24 €
Plan de financement			
Etat - DETR	30%	966 691,56 €	966 691,56 €
Autofinancement	70%	2 255 613,64 €	2 900 074,68 €
TOTAL		3 222 305,20 €	3 866 766,24 €

La décision n° D393 ne mentionnait pas le coût total de l'opération, ni le coût de chaque tranche. Il convient par la présente de remédier à cette imprécision

Le Maire,

- 1- **ANNULE** la décision n° D393 du 29 Janvier 2024.
- 2- **SOLLICITE** la DETR au taux maximal, auprès de l'Etat, pour les travaux cités ci- dessus.
- 3- **APPROUVE** le plan de financement présenté ci- dessus.
- 4- **PRECISE** que les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet sont prévus au BP 2024.

D409

**TRAVAUX EN CENTRE-VILLE
RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX INDEMNITAIRE
APPEL - DESIGNATION D'AVOCAT – HONORAIRES
11.03.2024**

La ville de Flers et la communauté d'agglomération Flers Agglo ont passés, dans le cadre d'un groupement de commandes, deux marchés avec l'entreprise Eiffage pour le lot n° 1 de l'opération de réalisation de travaux en centre-ville de Flers.

Le lot n° 1 de la consultation dont il est question portait sur des prestations de VRD à réaliser pour partie sous maîtrise d'ouvrage ville de Flers et pour partie sous maîtrise d'ouvrage Flers Agglo.

Le marché de Flers Agglo, n° 53-2015, se porte à un montant de 1.078.147,05 € H.T. Un acte de sous-traitance à la Société SPAME a été conclu le 19 avril 2016 pour la pose de dallage, pavé et bordures. Ces prestations ont été sous-traitées à hauteur d'un montant maximum de 172.250 € H.T.

Le marché de la Ville de Flers, n° 45-2015, se porte à un montant de 914.170,20 € H.T. Un acte de sous-traitance à la Société SPAME a été conclu le 03 mai 2016 pour la pose de dallage, pavé et bordures. Ces prestations ont été sous-traitées à hauteur d'un montant maximum de 108.950 € H.T.

Dès la pose des dalles granit, des traces noires sont apparues notamment au niveau des joints.

Par une requête, enregistrée par le tribunal administratif de Caen le 3 juillet 2017, la commune de Flers et la communauté d'agglomération Flers Agglo, ont demandé au juge des référés de prescrire une expertise en vue de décrire les désordres affectant les dalles de granit posées en 2016 par la société Eiffage Travaux publics Ouest dans le cadre de l'opération d'aménagement du centre-ville, de déterminer l'origine de ces désordres et leurs aggravations éventuelles, de décrire et chiffrer les travaux de nature à mettre un terme aux désordres, de donner au juge tous les éléments permettant de déterminer les préjudices subis, leurs montants et les responsabilités encourues ainsi que le partage des responsabilités entre les différents intervenants à l'opération de travaux, de décrire et chiffrer les préjudices subis et, d'une manière générale, de donner au tribunal toutes informations ou appréciations utiles de nature à lui permettre d'évaluer les préjudices subis par la ville et la communauté d'agglomération.

Par ordonnance du 26 octobre 2017, le tribunal administratif de Caen a désigné un expert en vue de procéder aux opérations d'expertise.

Ce rapport a été enregistré par le tribunal administratif de Caen le 12 décembre 2019. Celui-ci a conclu à une responsabilité partielle de la société Eiffage Travaux publics Ouest et son sous-traitant dans les désordres observés, qui ont été chiffrés.

Une négociation a été engagée avec l'entreprise en vue de résoudre ce différent à l'amiable.

Celle-ci n'ayant pas abouti, le Tribunal Administratif de Caen a été saisi d'un recours de plein contentieux indemnitaire tendant à obtenir la condamnation de la Société EIFFAGE à indemniser Flers Agglo et la ville de Flers des préjudices subis à raison des désordres grevant les travaux du centre-ville.

Par jugement n° 2200709 du 21 décembre 2023, le tribunal administratif de Caen a condamné la société Eiffage travaux publics ouest à verser à la commune de Flers et à Flers Agglo la somme de 43.890 € ainsi que les sommes de 2.731,16 € au titre des frais et honoraires d'expertise et 1.911,04 € en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Par requête enregistrée le 21 février 2024 par le greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nantes, la société Eiffage travaux publics ouest a formé appel du jugement précité du tribunal administratif de Caen.

Le Maire décide :

- 1 - DE DEFENDRE** les intérêts de la ville de Flers devant le Cour Administrative d'Appel de Nantes dans le litige l'opposant à l'entreprise Eiffage sur les travaux ci-dessus décrit et enregistré sous le n° 24NT00532 ;
- 2 - DE DESIGNER** Maître GORAND, de la Société d'avocats JURIADIS sise 72 Rue des Rosiers – CAEN, pour défendre la ville de Flers dans le litige ci-dessus décrits ;
- 3 - ACCEPTER** la convention d'honoraire jointe à la présente décision ;
- 4 - DE REGLER** les honoraires et les droits correspondant à cette mission.